



ORCHESTRER LES ÉQUILIBRES: STABILITÉ DANS UN CLIMAT EN MUTATION

DONNÉES PROBANTES ET ENSEIGNEMENTS SUR L'INTERSECTION ENTRE CONFLIT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE AU SAHEL

POLICY BRIEF | NOVEMBRE 2025

Le Sahel central illustre de manière frappante les réalités dévastatrices du changement climatique dans les États fragiles et affectés par les conflits (FCAS). Les températures y augmentent à un rythme 1,5 fois supérieur à la moyenne mondiale, et la région subit à la fois des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents ainsi que des modifications durables des régimes pluviométriques. Autrefois prévisibles, les saisons sont désormais marquées par des inondations destructrices suivies de sécheresses prolongées et sévères. Ces bouleversements poussent des communautés déjà fragiles au bord du gouffre, détruisent les récoltes, provoquent l'effondrement des économies rurales et aggravent l'insécurité alimentaire. L'effet cumulatif de ces chocs climatiques est profond : il modifie les schémas migratoires, intensifie les déplacements et alimente les tensions et les griefs, tant entre communautés qu'à l'égard des gouvernements, perçus comme peinant à répondre aux besoins urgents des citoyens. Des groupes armés, tels que Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) et l'État islamique - Province du Sahel (IS-Sahel), tirent parti de ces tensions croissantes et de la compétition pour des ressources naturelles rares, comblant les vides de gouvernance laissés par des institutions étatiques affaiblies.

C'est dans ce contexte que Mercy Corps met en œuvre le programme Justice and Stability in the Sahel (JASS), financé par le FCDO, en partenariat avec les communautés, les gouvernements et le secteur privé au Mali et au Niger. JASS constitue le programme phare de l'approche de Mercy Corps pour [agir à l'intersection entre conflit et climat](#), en adoptant un modèle intégré qui relie cohésion sociale, gouvernance inclusive et adaptation climatique dans des cycles mutuellement renforçants. Cette note résume les [données probantes et les enseignements tirés de JASS, ainsi que des perspectives issues des programmes antérieurs de Mercy Corps au Sahel et au-delà](#), afin de démontrer aux responsables de programmes et aux bailleurs que relever efficacement les défis interconnectés du changement climatique et de l'instabilité nécessite des modèles programmatiques intégrés et multisectoriels, qui renforcent simultanément la confiance dans la gouvernance, la cohésion sociale et les capacités collectives d'adaptation aux chocs et aux stress climatiques.

Lire l'étude de recherche JASS sur la gouvernance inclusive des ressources naturelles, la cohésion sociale et l'adaptation climatique



PATHWAYS TO STABILITY: UNDERSTANDING THE RELATIONSHIP BETWEEN INCLUSIVE NATURAL RESOURCE GOVERNANCE, VERTICAL SOCIAL COHESION, AND CLIMATE RESILIENCE
Evidence From a Survey Experiment in Mali and Niger
Justice and Stability in the Sahel (JASS)
August 2025



En savoir plus sur l'expérience de Mercy Corps dans le soutien à l'adaptation climatique dans les États fragiles et affectés par les conflits



CARTOGRAPHIER LES EFFETS DE RENFORCEMENT MUTUEL DE LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans les FCAS, les liens mutuellement renforçants entre l'instabilité et la violence d'une part, et la vulnérabilité aux impacts du changement climatique d'autre part, signifient que les interventions cloisonnées échouent souvent. Construire une résilience climatique pacifique nécessite de [renverser les cercles vicieux du changement climatique et de la fragilité](#) en combinant des analyses et des interventions politiques et sociales qui identifient et traitent les causes profondes des conflits et de l'instabilité, avec des interventions techniques et économiques qui renforcent la résilience des ménages et des communautés.

Les fondements de la cohésion sociale et de la gouvernance légitime se construisent à travers une gestion inclusive des ressources naturelles et la résolution des différends.

Les normes socioculturelles profondément ancrées et les antécédents de conflits ont longtemps façonné les dynamiques d'inclusion, d'exclusion, de participation et de cohésion entre les communautés au Mali et au Niger. Le travail fondamental de JASS, conçu pour remettre en question ces normes, a mobilisé plus de 30 000 participants dans 418 initiatives de paix dirigées par les communautés – dont 352 forums communautaires et 66 Initiatives Communautaires de Paix (ICP) – entraînant une réduction des tensions locales, un renforcement de la résolution collective des problèmes et une consolidation de la confiance et de la coopération entre les communautés.

S'appuyant sur ces bases de cohésion, JASS a revitalisé et mis en place des institutions clés de gouvernance communautaire, essentielles à la gestion des ressources naturelles et des conflits, notamment 351 Commissions Foncières (COFO) dans les deux pays, ainsi que 24 mécanismes communautaires d'alerte précoce et de réponse rapide, comprenant des relais communautaires et des comités de résolution des conflits (CRC) au Mali, ainsi que des systèmes communautaires d'alerte

précoce et de réponse aux urgences (SCAP/RU) et des observatoires de suivi (OSV) au Niger.

Ces efforts ont renforcé la présence, l'inclusivité et la capacité de ces structures à assurer une gouvernance efficace des terres et des ressources naturelles ainsi qu'à résoudre les différends au niveau local. L'accent mis sur l'inclusion a conduit à une représentation et une participation accrues des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. En 2024, JASS a porté la représentation des femmes dans les COFO de 11 % à 30 % au Mali et de 16 % à 33 % au Niger, favorisant la confiance grâce à la prise de décision partagée et marquant une étape clé pour dépasser la pratique du « une COFO – une femme ».

Lorsque les populations locales sont habilitées à participer directement à la prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles, elles sont plus susceptibles de percevoir les processus comme justes et les résultats comme reflétant l'intérêt collectif. À mi-parcours, 90 % des répondants considéraient que la gouvernance, l'accès et l'utilisation des terres et des ressources naturelles étaient équitables et justes, contre 59 % au départ.

Les institutions locales de gouvernance servent de ponts essentiels entre les mécanismes informels, légitimes au niveau local, et le système judiciaire formel. La préférence et la confiance accordées aux institutions locales, associées à une perception accrue de leur équité – attribuée à une meilleure inclusivité – sont fortement liées à une stabilité accrue et à une réduction du soutien à la violence. Par exemple, les participants aux groupes de discussion au Mali, où les institutions locales ont été renforcées, ont signalé une diminution des conflits fonciers, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Cette réduction des différends suggère un sentiment émergent de légitimité et d'utilisation du système, soulignant la nature mutuellement renforçante d'une gouvernance inclusive dirigée par les communautés et de la cohésion sociale – à la fois horizontale et verticale.

Étude de cas JASS: Le rôle de la gouvernance locale inclusive dans la prévention des conflits fonciers et le soutien à l'adaptation climatique au Mali

Lors de la mise en œuvre des Plans de Développement Social, Économique et Culturel (PDSEC), les autorités municipales – en particulier les maires – ont joué un rôle décisif dans la prévention des conflits et la sécurisation des ressources. Dans des communes telles que Niasso, Diégna, Touna et M'Pessoba, les tensions foncières étaient fréquentes, souvent liées à des transactions non écrites et à des conflits intergénérationnels, exacerbés par le retour des jeunes migrants.

Pour y remédier, les maires ont mis en place des cadres de concertation intergénérationnelle, favorisant le dialogue, la compréhension des règles locales et la sensibilisation des jeunes aux enjeux fonciers. Ces initiatives ont considérablement réduit les cas d'occupation non réglementée des terres, comme l'a confirmé le maire de Niasso : « Les plaintes concernant l'occupation non réglementée des terres deviennent de plus en plus rares. » Cela a conduit à une amélioration de la perception des communautés vis-à-vis de leurs dirigeants locaux : pas moins de 98 % des personnes interrogées estiment que les responsables locaux sont désormais capables de prévenir et de résoudre les conflits fonciers grâce aux mécanismes mis en place.

Les autorités municipales, en collaboration avec les services techniques et les comités de gestion (COFO/CRC), ont anticipé les risques liés à la gestion des ressources restaurées – terres, mares et couloirs de transhumance – en élaborant des conventions locales qui définissent les droits d'usage, les calendriers d'exploitation et les modalités de gestion collective, prévenant ainsi les tensions entre agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et autres usagers.

À M'pessoba, par exemple, la mare intercommunautaire est désormais gérée selon une convention locale qui précise les périodes d'accès pour l'abreuvement du bétail et la pêche collective, réduisant ainsi le risque de conflit. Parallèlement, des travaux ont été réalisés pour approfondir les mares et aménager les berges, tandis que des accords spécifiques ont été mis en place pour réguler l'afflux d'animaux transhumants. Les forums inclusifs et les conventions locales ont également fourni un cadre pour la gestion des terres restaurées et des mares aménagées, anticipant les tensions liées à l'arrivée d'animaux en provenance du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Enfin, des comités de suivi affiliés aux commissions foncières ont été créés pour garantir le respect des engagements. Ces mécanismes illustrent comment la gouvernance locale, combinée à des dispositifs participatifs, renforce la cohésion sociale et sécurise les ressources dans un contexte de pression climatique.

La cohésion sociale et la confiance dans les institutions publiques catalysent l'action collective pour s'adapter aux chocs et aux stress climatiques.

Des liens sociaux renforcés, une confiance accrue et des institutions de gouvernance plus efficaces ont permis l'élaboration inclusive de 310 conventions foncières, dont 304 au Mali couvrant 20 communes et 284 villages, ainsi que 6 accords sociaux pour la gestion des ressources naturelles au Niger dans 4 communes et 6 villages. Cela a également conduit au balisage de 141 kilomètres de couloirs de transhumance dans plusieurs zones stratégiques du programme (90 km au Mali et 51 km au Niger), fournissant des cadres essentiels qui définissent et garantissent le partage pacifique des terres et des ressources naturelles entre des communautés auparavant divisées.

Le sentiment d'appropriation de ces accords et institutions a permis aux communautés non seulement de maintenir la paix, mais aussi de se coordonner efficacement face aux chocs climatiques ou à la rareté des ressources, en facilitant des décisions sur des actions collectives telles que la restauration des terres et la réhabilitation des points d'eau dans le cadre de ces conventions.

En plus de leurs fonctions de gouvernance à long terme, les institutions renforcées ont joué un rôle crucial dans la réponse collective aux crises, notamment la gestion des inondations et des sécheresses, la résolution précoce des différends et la coordination des réponses humanitaires lors des chocs. JASS a soutenu à la fois les mécanismes d'alerte et de réponse précoces (EWER) existants et nouvellement créés, désormais largement fonctionnels et reconnus. JASS a facilité la mise en place de quatre Observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV) et de 20 SCAP/RU au Niger, et a étendu les mécanismes communautaires d'alerte précoce et de réponse rapide (CEWERS) au Mali – avec des moniteurs et des CRC renforçant leurs capacités pour répondre aux besoins locaux liés aux catastrophes naturelles et aux conflits – remplissant pleinement leur rôle de comités multi-risques.

En intégrant des systèmes d'alerte précoce, en facilitant la collaboration intersectorielle et en soutenant la réponse humanitaire, les institutions locales ont renforcé la capacité des communautés à anticiper et à gérer positivement les risques.

Les chocs peuvent constituer des points de bascule pour des communautés déjà vulnérables, qui pourraient adopter des comportements qu'elles éviteraient autrement. Atténuer leurs impacts est essentiel pour prévenir l'adoption de stratégies négatives d'adaptation, y compris la violence, et ainsi préserver la durabilité des accords de paix et de partage des ressources qui pourraient autrement s'effondrer sous la pression. Les données du programme indiquent que les systèmes d'alerte précoce et de réponse (EWER) ont permis aux acteurs communautaires de réduire jusqu'à 80 % les conflits saisonniers entre agriculteurs et éleveurs, préservant les relations et empêchant la violence.

Renforcer la prestation de services liés à l'adaptation climatique améliore la confiance dans les institutions gouvernementales et favorise la réactivité de l'État.

Lorsque l'insécurité résulte en partie d'une fracture entre l'État et les citoyens, travailler avec le gouvernement pour améliorer ses capacités à répondre aux besoins des communautés grâce à une gouvernance renforcée et à une meilleure prestation de services est un facteur clé pour réduire le soutien à la violence et renforcer la confiance dans les institutions étatiques. JASS a collaboré étroitement avec les gouvernements nationaux et locaux pour donner une base juridique aux accords locaux et renforcer leur capacité à fournir un appui et des services aux communautés locales, avec des améliorations notables dans les relations entre citoyens et État. Au Mali, JASS a contribué à restaurer la confiance dans le système judiciaire en renforçant les relations entre les communautés, les COFO et les tribunaux. Dans les deux pays, les communautés témoignent d'une présence accrue des autorités administratives locales et d'un engagement plus significatif avec les services agricoles et forestiers. 94 % des répondants ont déclaré que les relations avec les autorités étatiques et locales/techniques se sont améliorées, ce qui suggère une forte influence du programme sur la reconstruction de la confiance dans les institutions.



L'adaptation climatique menée localement réduit la compétition violente pour les ressources et démontre la valeur de la cohésion.

Dans les États fragiles et affectés par les conflits (FCAS), [l'adaptation au changement climatique doit être guidée par des efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix](#), en reconnaissant que l'adaptation doit être considérée comme un processus de transformation sociale, politique et économique intégrant les besoins des différents groupes d'intérêt.

JASS a fourni des formations et des supports pour l'agriculture et l'élevage intelligents face au climat à plus de 7 000 agriculteurs et éleveurs. En 2025, au Niger, les rendements ont augmenté de 101 % pour le mil, 83 % pour le niébé, 34 % pour l'arachide et 48 % pour le gombo par rapport à la saison précédente, tandis qu'au Mali, des améliorations similaires ont été observées avec 475 hectares cultivés à l'aide de semences améliorées et une progression des connaissances des producteurs sur les nouvelles techniques agricoles, passant de 70 % à 98 %. Les données intermédiaires suggèrent qu'un soutien généralisé à l'adaptation climatique a permis aux communautés de mieux faire face aux chocs climatiques, d'améliorer leurs perspectives de vie et de maintenir l'adoption de pratiques résilientes face au climat.

Ces activités ont été les plus efficaces lorsque les structures locales de gouvernance disposaient de la légitimité nécessaire pour coordonner, appliquer et étendre les stratégies d'adaptation, avec des preuves que les communautés exposées à des systèmes de gouvernance améliorés et adaptés au climat déclaraient une plus grande confiance dans leur capacité à résister aux chocs et une volonté accrue d'adopter de nouvelles pratiques.

Les investissements dans l'adaptation climatique, tels que la restauration des terres, les infrastructures hydrauliques et les semences ou pratiques d'élevage résilientes, soutiennent directement la sécurité alimentaire et réduisent la compétition pour les ressources. Au Niger, JASS a restauré avec succès près de 400 hectares de pâturages, entièrement revégétalisés en seulement deux saisons et accueillant à nouveau des troupeaux. Ce processus de restauration, intensif en main-d'œuvre, a servi de plateforme puissante pour un engagement communautaire partagé en faveur de l'adaptation climatique tout en renforçant la cohésion sociale. Les pâturages réhabilités constituent une graine de paix entre agriculteurs et éleveurs dans la vallée de Tarka, zone pastorale stratégique pour le pays. Au Mali, des efforts similaires ont permis de restaurer 125 hectares de terres et de planter plus de 6 500 arbres.

En outre, l'accent mis sur le renforcement des opportunités économiques hors exploitation agricole, en particulier pour les groupes marginalisés, à travers des initiatives telles que la commercialisation de foyers améliorés, les jardins maraîchers et les pépinières, contribue à la fois à renforcer la résilience et à réduire la dépendance et la concurrence pour les ressources. Lorsqu'elles reposent sur des principes de cohésion et de gouvernance inclusive, ces initiatives créent des cercles vertueux, où les actions communautaires pour la paix et la gestion inclusive des ressources réduisent les conflits liés aux terres et aux ressources naturelles, favorisant la confiance et la collaboration qui renforcent les réponses collectives. À leur tour, les expériences partagées dans la gestion des risques climatiques approfondissent encore la cohésion sociale et la confiance dans les institutions locales.

Enseignements clés : Comment l'intégration de la paix, de la gouvernance et de l'adaptation climatique peut contribuer à rompre les cycles d'instabilité et de vulnérabilité climatique au Sahel.

Pris ensemble, ces enseignements indiquent que le modèle programmatique intégré de JASS crée des boucles de rétroaction positives qui renforcent la résilience et la stabilité au fil du temps grâce aux voies interconnectées suivantes :



Une forte cohésion sociale favorise l'action collective, permettant de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation climatique à grande échelle et de mobiliser des réponses rapides en période de crise.



Une gouvernance efficace et inclusive renforce la confiance et la cohésion, permettant aux communautés de gérer les différends et de partager les ressources de manière pacifique, ce qui réduit le risque de conflit même lorsque les pressions climatiques s'intensifient.



Une adaptation climatique réussie, lorsqu'elle est gérée dans des cadres de gouvernance inclusive, **accroît la confiance des communautés et démontre la valeur de la coopération**, renforçant ainsi la légitimité institutionnelle et les liens sociaux.



À mesure que la confiance et la résilience se développent, **les communautés sont mieux placées pour défendre leurs besoins** auprès des autorités étatiques et des partenaires externes, attirant ainsi davantage d'investissements et de soutien.



Étude de cas JASS: Restaurer les pâturages pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs à Dan-Goulbi, Niger

Au Niger, la commune de Dan-Goulbi, dans le département de Dakoro (région de Maradi), illustre l'équilibre délicat entre agriculture et élevage. Bien que principalement agricole, Dan-Goulbi se situe le long de routes clés de transhumance façonnées par les dynamiques pastorales régionales. Dakoro constitue une zone de transition essentielle entre les terres agricoles du sud et les zones pastorales du nord, avec des couloirs aménagés pour faciliter la mobilité des troupeaux et réduire les conflits. Sur le site de Djambali, 24 hectares ont été réhabilités grâce à des demi-lunes, 4 000 plants ont été mis en terre et des semis ont été réalisés pour restaurer la végétation. De plus, un couloir de passage de 18 km a été rouvert entre Dan-Goulbi et Djambali, garantissant la circulation sécurisée du bétail et soutenant la régénération durable des écosystèmes. Ces interventions renforcent la coexistence et la résilience dans une région où la mobilité saisonnière est essentielle pour les moyens de subsistance.

RECOMMANDATIONS

Dans les États fragiles et affectés par les conflits, les investissements doivent reconnaître les effets de renforcement mutuel entre violence, conflit et changement climatique. Bien que le changement climatique soit rarement une cause directe de conflit, il exacerbe les facteurs et les déclencheurs de conflit et peut fragiliser les mécanismes existants de paix et de coopération. En retour, le conflit et l'insécurité limitent la capacité des communautés à faire face et à s'adapter au changement climatique, réduisant l'accès aux terres et aux ressources clés, entravant les stratégies traditionnelles de gestion des risques, telles que la migration, et diminuant le potentiel d'action collective et pacifique. Ainsi:

- Les programmes visant à renforcer la résilience dans des contextes fragiles comme le Sahel doivent **intégrer des approches techniques, politiques et sociales, en combinant prévention des conflits, gouvernance inclusive et adaptation climatique**. Là où les chocs sont récurrents et les systèmes sous tension, l'intégration est essentielle pour mettre à l'échelle les modèles réussis et garantir la durabilité des acquis.
- Dans les contextes où les antécédents de conflits et l'érosion des fonctions étatiques ont affaibli la confiance et les relations, **le renforcement de la cohésion et de la gouvernance devrait constituer des interventions de première étape**, créant des conditions favorables et des cadres pour une adaptation climatique partagée.
- **Les interventions d'adaptation climatique doivent être collectives et inclusives**, éviter la maladaptation et identifier des enjeux d'intérêt commun et de bénéfice mutuel. Des actions telles que la restauration des terres et des écosystèmes peuvent devenir une cause fédératrice autour de laquelle unir les communautés au-delà des lignes de division, les bénéfices collectifs servant de dividendes de paix.
- Lorsque la fragilité et l'instabilité reposent sur des systèmes étatiques affaiblis, **les interventions doivent placer les gouvernements locaux au centre, en offrant des voies pour renforcer les relations entre l'État et les citoyens**.
- Les efforts doivent se poursuivre pour **promouvoir un financement climatique accru dans les FCAS**, en reconnaissant les coûts de l'inaction, tant au niveau local que mondial, et le potentiel d'impacts positifs sur la stabilité et la résilience grâce à des modèles programmatiques intégrés tels que JASS.

CONTACT

Paterne Aime Petipe

Directeur
Programme JASS
papetipe@mercycorps.org

Emilie Vonck

Directrice régionale adjointe,
Afrique de l'Ouest et centrale
evonck@mercycorps.org

Sarah Gibbons

Directrice senior,
Paix et Conflit (Afrique)
sgibbons@mercycorps.org



Partnership | Progress | Prosperity

